



INSEE

Mayotte Résultats n°5
Septembre 2006
5 euros

Activité des plus grandes entreprises mahoraises en 2004

Panel d'étude 2003 - 2004

Publication réalisée par l'antenne INSEE de Mayotte
ZI Kawéni - B.P. 1362 - 97600 MAMOUDZOU
Tél : 02.69.61.36.35 - Fax : 02.69.61.39.56
E-Mail : antenne-mayotte@insee.fr
Web : <http://www.insee.fr/mayotte>

Directeur de la publication : Jean GAILLARD
Rédacteur en chef : Olivier FROUTÉ
Rédacteur du document : Cécile PRÉVOT
Impression : INSEE Mayotte

Code SAGE : MAR060584
ISBN : 2-1-095492-02
ISSN : demande en cours
Dépôt légal : avril 2005

© INSEE - 2006

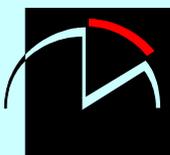
SOMMAIRE

	Page
Sommaire.....	3
Insee Infos n°26 : Les grandes entreprises mahoraises en 2004	5
Méthodologie et définitions	8
Indicateurs d'activité pour les huit grands secteurs.....	9
Chiffre d'affaires et valeur ajoutée : part de chaque secteur	10
Chiffre d'affaires et valeur ajoutée : progression.....	11
Excédent brut et charges salariales	12
Taux d'investissement, tableau récapitulatif.....	13
Résultats détaillés par secteur	15
Agriculture.....	17
Industrie et énergie	18
Construction	19
Commerce	20
Transports.....	21
Activités financières	22
Services aux entreprises et activités immobilières.....	23
Services aux particuliers, éducation, santé et action sociale	24

INSEE INFOS

N° 26 Juin 2006 – 1,50 euro

Les grandes entreprises mahoraises en 2004 Valeur ajoutée en progression dans tous les secteurs



Institut National de la Statistique
et des Etudes Economiques

Antenne de Mayotte
ZI - Kawéni
B.P 1362 - 97 600 MAMOUDZOU
Tel : 02.69.61.36.35
Fax : 02.69.61.39.56
Site internet : <http://www.insee.fr/mayotte>
Email : antenne-mayotte@insee.fr

Directeur de la publication : Jean GAILLARD
Rédacteur en chef : Olivier FROUTÉ
Rédacteur du document : Cécile PREVOT
Impression : INSEE MAYOTTE
Code SAGE : II062684

ISSN : 1291-2786
Dépôt légal : Décembre 1998

© INSEE - 2006

À Mayotte, en 2004, l'activité des plus grandes entreprises s'est intensifiée : leur valeur ajoutée progresse de 10,8 %. Deux secteurs ont particulièrement contribué à cette croissance : le commerce et la construction.

En revanche, l'investissement est en recul : avec un taux de 15,9 %, il recule de 3,4 points par rapport à 2003. Les charges salariales augmentent deux fois moins que l'excédent brut d'exploitation.

En 2004, le montant de valeur ajoutée (VA) dégagée par les 518 plus grosses entreprises mahoraises (voir « pour comprendre ces résultats ») s'élève à 208 millions d'euros.

Il progresse de 10,8 % par rapport à l'année précédente. Ce taux est le plus élevé observé sur les quatre dernières années au cours desquelles il n'avait cessé de diminuer.

Croissance à deux chiffres dans six secteurs

Dans l'ensemble des huit secteurs, le taux de croissance de la VA est positif. Pour six d'entre eux, il est même supérieur à 10 %.

La plus forte progression a été enregistrée dans le secteur de la **construction** : + 19,3 %. Le **commerce** connaît lui aussi une progression importante et reste le plus grand secteur en termes

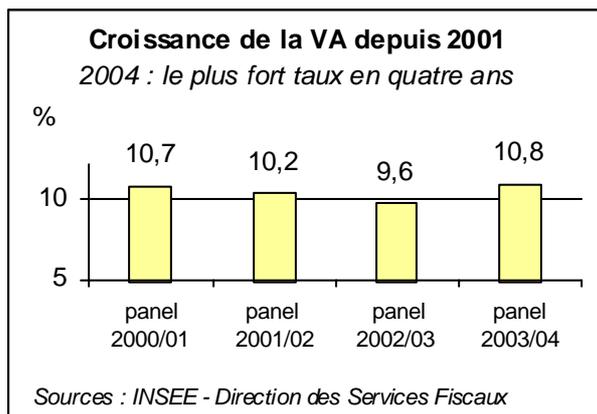
de part dans la VA totale. À lui seul, il représente près du quart de la VA du panel.

Ces deux secteurs sont les plus gros contributeurs à la croissance : sur 10,8 points de croissance, 6,8 leur sont imputables.

La VA du secteur de **l'industrie et de l'énergie** progresse de nouveau : + 4,5 %. Pourtant, cette augmentation reste modérée du fait de l'encadrement du prix de l'électricité artificiellement maintenu en dessous du coût de production grâce à des subventions ; les recettes de vente ne reflètent pas la hausse réelle de l'activité dans ce domaine.

Chiffre d'affaires : deux points et demi de plus

Le chiffre d'affaires (CA) total du panel pour 2004 s'établit à 728 millions d'euros. En une année, pour l'ensemble des secteurs, il a progressé de 9,7 %. Ce taux est de 2,6 points supérieur à la croissance enregistrée entre 2002 et 2003.



Portrait 2004 des huit grands secteurs : nombre d'entreprises, chiffres d'affaires et valeur ajoutée

Secteurs	Nombre d'entreprises en 2004	Croissance du CA en % panel 2003/04	Croissance de la VA en % panel 2003/04	Croissance de la VA en % panel 2002/03	Part dans la VA hors BUF en %	Contribution à la croissance en points
Agriculture	8	+6,8	+16,0	-5,6	0,5	0,1
Industrie, Energie	61	+9,6	+4,5	-1,1	18,9	0,9
Construction	92	+13,7	+19,3	+9,8	16,2	3,0
Commerce	177	+10,6	+15,7	+16,1	24,0	3,8
Transports	34	+15,4	+14,3	+0,6	6,8	1,0
Activités financières	13	+9,7	+10,4	+31,6	7,8	0,8
Services aux entreprises, activités immobilières	85	-0,9	+2,6	+11,5	19,1	0,6
Services aux particuliers, santé, éducation, action sociale	48	+15,5	+15,4	+12,1	6,7	1,0
BUF (cf définitions)			+9,0	+16,2		-0,4
Total	518	+9,7	+10,8	+9,6	100,0	10,8

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

Le secteur des **services aux entreprises et activités immobilières** fait figure d'exception, étant le seul à enregistrer une baisse de CA (-0,9 %). Elle est essentiellement due à une branche particulière du secteur, la promotion immobilière. Les entreprises (notamment les Sociétés Civiles Immobilières (SCI) et les Sociétés Civiles de Construction-Vente (SCCV)) y ont une durée de vie très courte et leur CA fluctue fortement d'une année sur l'autre en fonction de l'échelonnement irrégulier des projets de construction de grande envergure.

En excluant la promotion immobilière, le CA du secteur des **services aux entreprises** aurait augmenté à un taux toutefois inférieur à celui de l'ensemble des secteurs.

Croissance du CA : les services aux particuliers et les transports en tête

Les **services aux particuliers, santé, éducation, action sociale** et les **transports** se démarquent par les taux de croissance de CA les plus élevés : respectivement 15,5 %

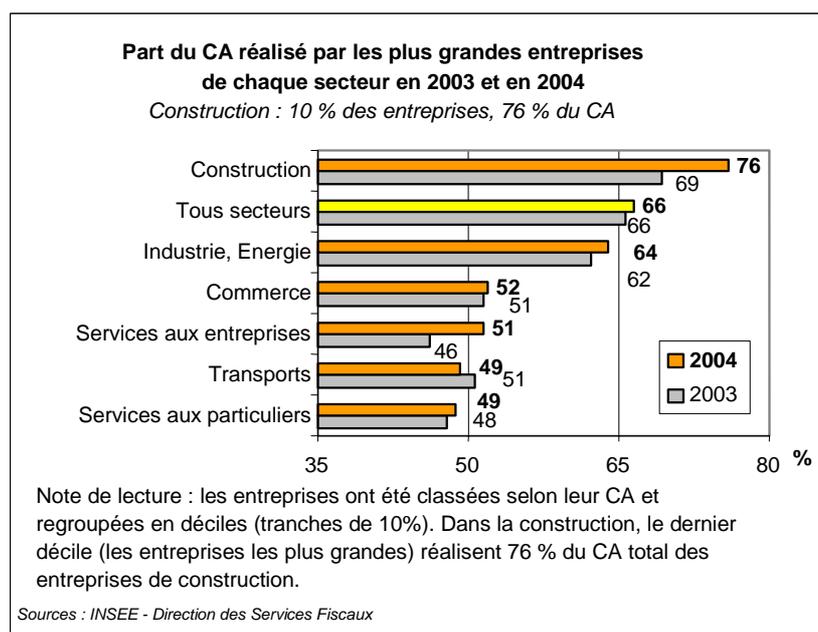
et 15,4 %. Dans les **transports**, cette progression marque une reprise d'activité après une année 2003 où les résultats avaient été particulièrement modestes : une augmentation du CA de 4,5 % et une contribution à la croissance de 0,1 point.

Une économie très concentrée

A Mayotte, les vingt plus grandes entreprises représentent à elles seules près de la moitié de la valeur ajoutée. La

concentration économique est forte ; 10 % des entreprises du panel réalisent près de deux tiers du CA. Cependant, cette part des plus grandes entreprises varie selon les secteurs. La concentration est particulièrement exacerbée dans la **construction** où 10 % des entreprises réalisent 76 % du CA du secteur en 2004.

Cette part ne peut pas être calculée pour l'**agriculture** et les **activités financières**, où les entreprises sont trop peu nombreuses. En revanche, pour l'ensemble des huit secteurs,



elle s'élève à 66,4 %.

La concentration s'accroît

En 2004, la part de CA des entreprises les plus grandes est légèrement supérieure à celle de l'année 2003 : 65,8 %.

Cette tendance à l'accroissement de la concentration s'est fait sentir dans cinq secteurs sur six. Seul le secteur des transports déroge à cette règle : la croissance du CA y a plutôt été tirée par les entreprises les plus petites : leur part dans le CA augmente de 1,5 point entre 2003 et 2004.

Investissement : 8,6 % de moins qu'en 2003

Sur les 518 entreprises présentes en 2004, 372 ont réalisé des investissements pour une somme totale de près de 35 millions d'euros. La formation brute de capital fixe (FBCF), mesure de l'investissement, est en recul de 8,6 % par rapport à 2003. Le taux d'investissement pour l'ensemble des secteurs est de 15,9 %, inférieur de 3,4 points à celui de l'année précédente. Cette diminution est largement imputable au secteur des **activités financières**, où la

FBCF a reculé de 57,5 %, soit une baisse de plus de quatre millions d'euros. Ainsi, les dépenses d'investissement du secteur en 2004 reviennent à un niveau comparable à 2002, après une année 2003 exceptionnelle où plusieurs entreprises avaient renouvelé leurs installations et leur matériel informatique.

Au sein des sept autres secteurs, qui regroupent les sociétés non financières (SNF), le taux d'investissement atteint 15,7 %, soit un point et demi en dessous de son niveau en 2003. A titre de comparaison, en métropole, en 2004, le taux d'investissement des SNF s'élève à 17,1 %.

Le **commerce** reste le plus gros

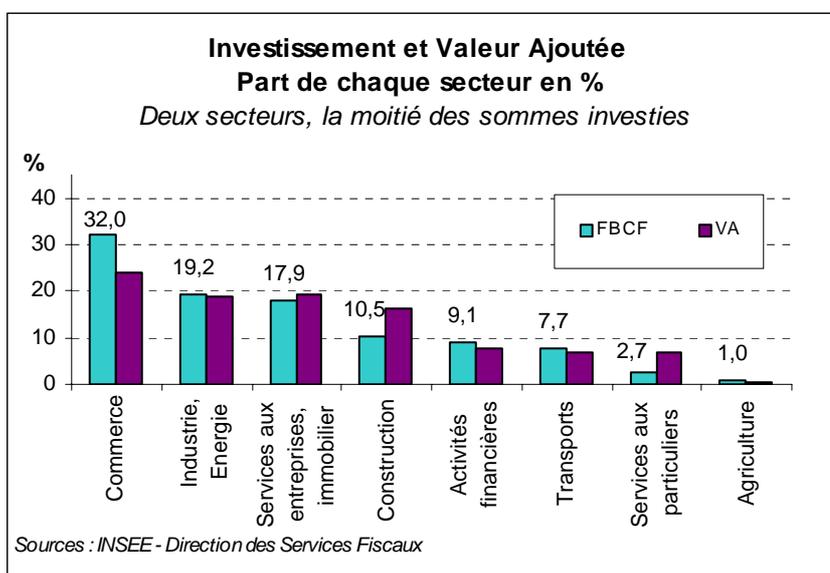
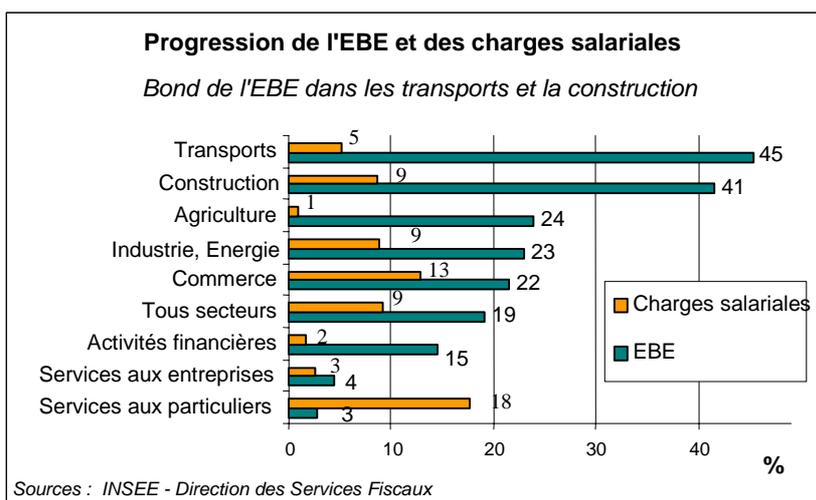
investisseur de l'île. Les montants investis dans ce secteur s'élèvent à 10,6 millions d'euros, en progression de 2,9 %.

Les plus gros efforts d'investissement par rapport à 2003 ont été réalisés par l'**agriculture** et le secteur des **services aux entreprises et activités immobilières** : les montants investis y ont plus que doublé, ce qui représente plus de trois millions d'euros d'investissement supplémentaires.

Masse salariale : croissance deux fois moins forte que l'EBE

Pour l'ensemble des secteurs, les charges salariales ont crû de 9,1 %, soit un taux de progression plus de deux fois inférieur à celui de l'excédent brut d'exploitation (EBE) : + 19 %. Dans sept secteurs, le taux de croissance de l'EBE est plus élevé que celui des charges salariales.

Les services aux particuliers, santé, éducation et action sociale font figure d'exception, avec une progression des rémunérations plus rapide que celle de l'EBE (respectivement + 17,7 % et + 2,8 %). Ce secteur étant celui où la masse salariale progresse plus rapide-

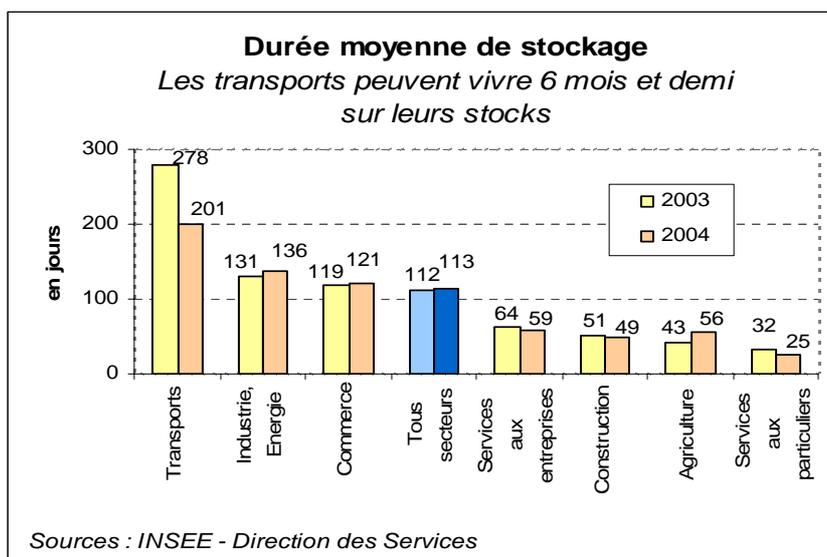


ment et celui où les profits augmentent le moins. C'est aussi le seul secteur dont le taux de marge (EBE / VA) baisse (- 1,8 point).

Les **transports** et la **construction** se démarquent par les plus forts taux de croissance de l'EBE : + 45,4 % et + 41,4 %. Pour tous les autres secteurs, cette croissance n'excède pas 25 %.

Le taux de marge pour l'ensemble des secteurs atteint 40,6 %, en progression de près de trois points depuis 2003. En revanche, le rapport des charges salariales à la VA perd presque un point et s'établit à 57 %.

Pour les seules SNF, le taux de marge s'élève à 37,8 % et le rapport charges salariales/VA à 59,6 %. Le secteur de **l'industrie et l'énergie** se singularise comme le seul qui combine à la fois une progression de taux de marge (7,5 points) et de la part des charges salariales dans la VA (2,1 points). Cela a été possible grâce aux subventions reçues



qui ont permis une forte augmentation de l'EBE.

Stocks en 2004 : 112 millions d'euros

A la fin de 2004, les stocks de marchandises et de matières premières des grandes entreprises mahoraises s'élèvent à 112 millions d'euros. Entre 2003 et 2004, ces stocks ont augmenté de 14,1 %.

L'importance des stocks est très fortement liée au domaine d'activité de l'entreprise. Le commerce en concentre à lui seul près des trois-quarts. La part de l'industrie et de l'énergie, le deuxième secteur en termes de valeur des stocks, est de 18 %. En revanche, les stocks sont inexistant dans le secteur financier et faible dans les **services**.

113 jours d'autonomie

La rotation des stocks permet de mesurer le temps pendant lequel un secteur pourrait continuer son activité en puisant dans ses réserves. En 2004, la durée moyenne de stockage (hors secteur financier) est de 113 jours, soit plus de trois mois et demi. Elle varie de six mois et demi pour les **transports** à moins d'un mois dans les **services aux particuliers, éducation, santé et action sociale**.

Ratios économiques par secteur en 2004

Secteurs	Taux de marge en %	Charges salariales/VA en %
Agriculture	42,8	68,8
Industrie, Energie	49,5	52,5
Construction	30,4	65,0
Commerce	32,2	60,6
Transports	33,4	65,7
Activités financières	72,0	26,7
Services aux entreprises, activités immobilières	61,2	38,2
Services aux particuliers, santé, éducation, action sociale	14,6	84,8
Total	40,6	57,0
Sociétés Non Financières	37,8	59,6

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

Pour en savoir plus

sur les résultats des grandes entreprises mahoraises en 2003

Mayotte Résultats N° 3 - Décembre 2005

Résultats et performance des plus grandes entreprises mahoraises en 2003

Insee Infos N° 23 - Novembre 2005

Résultats des grandes entreprises mahoraises en 2003

Méthodologie et définitions

Pour comprendre ces résultats :

Composition du panel étudié

Le **panel d'étude** est constitué des entreprises dont le CA dépasse ou a dépassé au moins une fois 150 000 euros depuis 1995. Il comporte deux années d'étude (2003 et 2004) et 535 entreprises sur lesquelles porte l'étude.

Parmi celles-ci, seules 498 ont eu une activité les deux années. En effet, 20 d'entre elles ont été créées en 2004 ; elles ne sont pas présentes en 2003. À l'inverse, 17 entreprises ont cessé leur activité durant 2003 ; elles ne sont pas présentes en 2004.

Le taux de mortalité (le nombre de cessations en 2003 sur le nombre d'entreprises encore en activité fin 2003) est de 3,5 %.

Le panel ne couvre pas le secteur des hydrocarbures, dont le statut a totalement changé pendant la période d'étude, passant du secteur public au secteur privé.

Les hydrocarbures mis à part, le CA total du panel représente plus de 95 % du CA des entreprises ayant déclaré au régime des bénéficiers industriels et commerciaux et à celui de l'impôt sur les sociétés en 2004.

Utilisation des résultats du panel

On ne peut pas mettre en regard les résultats **en valeur** de ce panel et ceux de 2002-2003 : ils ne regroupent pas le même nombre d'entreprises. En revanche, on peut en comparer les **évolutions**.

Définitions

La **valeur ajoutée (VA)** est ce qui reste à l'entreprise après paiement des coûts directement liés à la production (la consommation intermédiaire).

L'**Excédent Brut d'Exploitation (EBE)** est obtenu en retranchant de la VA les charges salariales et les impôts et en ajoutant les subventions.

Le **taux de marge** est le rapport de l'EBE à la VA. C'est un indicateur de profit brut ou de performance des entreprises.

La **Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)** est la mesure de l'investissement en comptabilité nationale. Elle est définie comme la valeur des acquisitions nettes de cessions d'actifs fixes par les producteurs résidents. Les **actifs fixes** peuvent être utilisés de façon continue ou répétée pendant au moins un an : des bâtiments, des logiciels...

Le **taux d'investissement** est le rapport de la FBCF sur la VA.

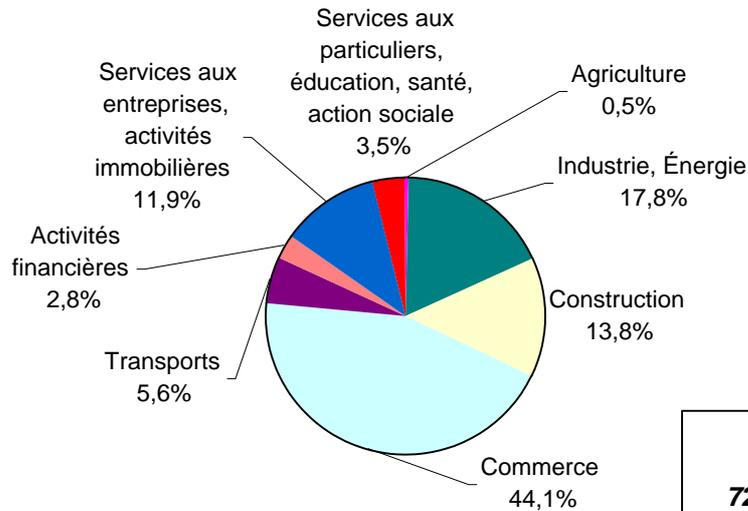
Branche unité fictive (BUF) :

En comptabilité d'entreprise, pour les comptes des sociétés financières, les paiements d'intérêts sont considérés comme une forme de revenu de la propriété et apparaissent dans le compte d'affectation des revenus primaires. Ce n'est pas le cas en comptabilité nationale, où ils sont la rémunération d'un service ; dès lors, ils doivent être enregistrés dans le compte de production et contribuer positivement à la VA. Dans le cas contraire, l'EBE et la VA des banques seraient sous-évalués et ne reflèteraient pas leur activité réelle.

Pour garder une cohérence globale, on ajoute la **branche unité fictive (BUF)** qui fait apparaître dans son compte de production la consommation intermédiaire correspondant exactement aux services bancaires financés par les intérêts nets. Etant donné que cette consommation est le seul poste non nul des comptes de la BUF, la VA de la branche est négative.

Indicateurs d'activité pour les huit grands secteurs

CA 2004 : part de chaque secteur
Trois secteurs en dessous de 5 %

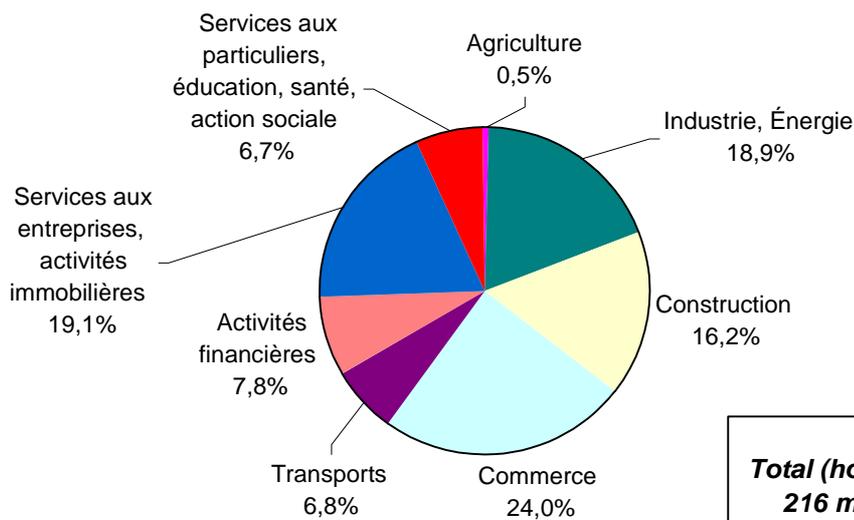


Total :
728 millions
d'euros

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

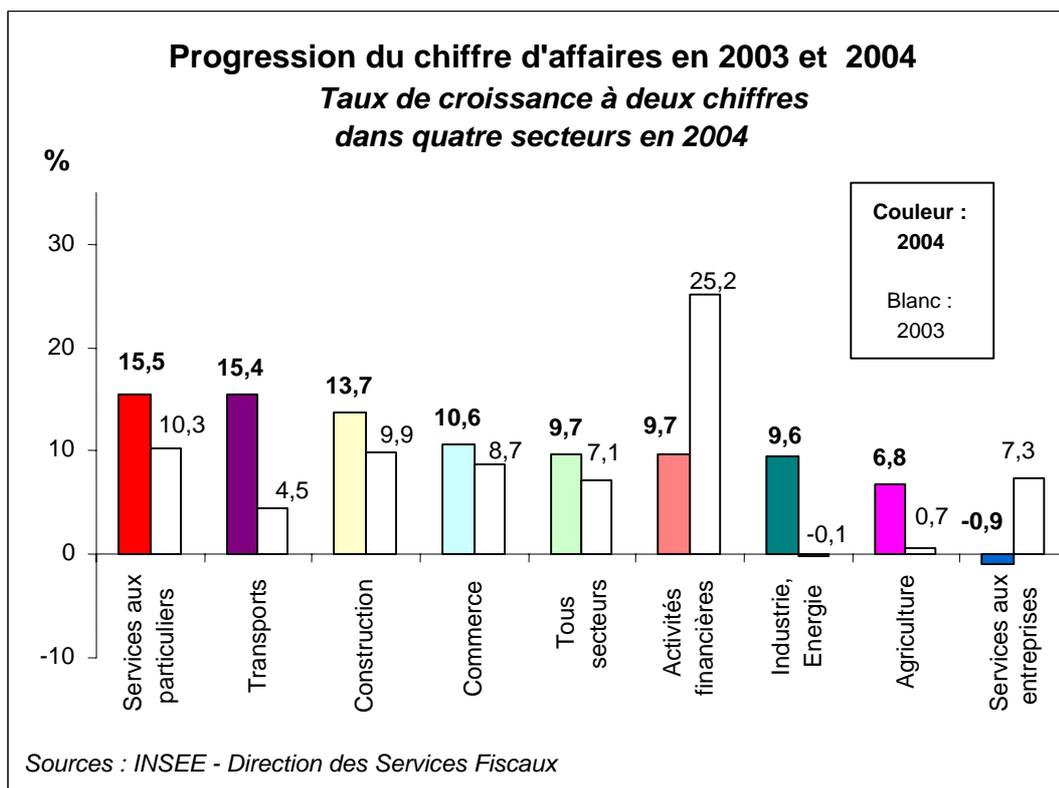
Le commerce joue un rôle essentiel dans l'activité de l'économie mahoraise. Sa part en termes de CA (44 %) représente plus du double de celle du deuxième plus grand secteur, l'industrie et énergie. Cependant, il faut relativiser son importance. En termes de création de valeur, sa prépondérance est beaucoup moins flagrante : il représente 24 % de la VA totale du panel.

VA 2004 : part de chaque secteur
Des écarts entre secteurs moindres que pour les CA



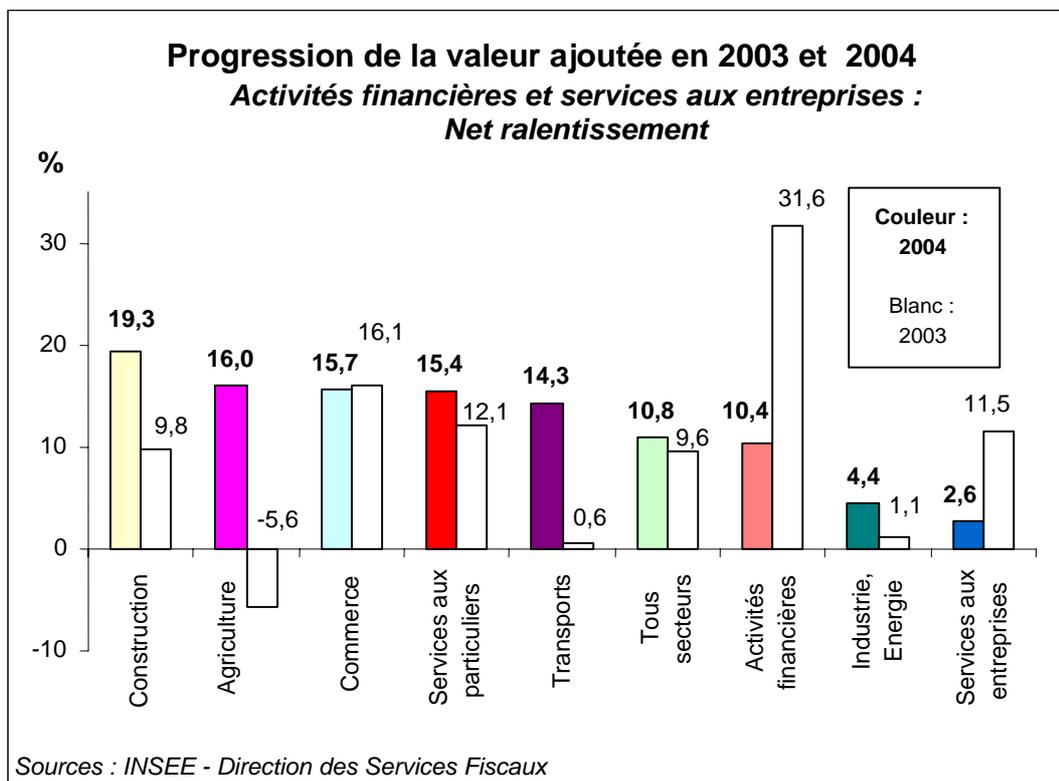
Total (hors BUF) :
216 millions
d'euros

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

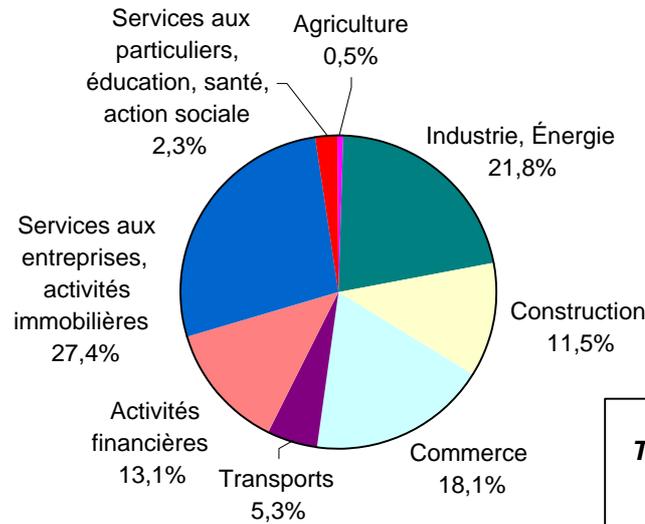


Le chiffre d'affaires (CA) est un indicateur essentiel pour mesurer l'activité des secteurs. Une progression du CA implique que les entreprises vendent d'avantage ou plus cher. Cependant, dans le cas du commerce, les entreprises achètent des marchandises et les revendent en l'état. Ainsi, la part de la valeur ajoutée (VA) qu'elles dégagent est bien moindre que pour les autres secteurs. Pour dégager une VA importante, elles doivent réaliser un volume de vente plus conséquent.

La VA est l'indicateur incontournable pour mesurer la création de richesse. En 2004, dans six secteurs sur huit, la valeur VA progresse plus rapidement que le CA.



EBE 2004 : part de chaque secteur
Services aux entreprises et Industrie-Energie :
la moitié de l'EBE

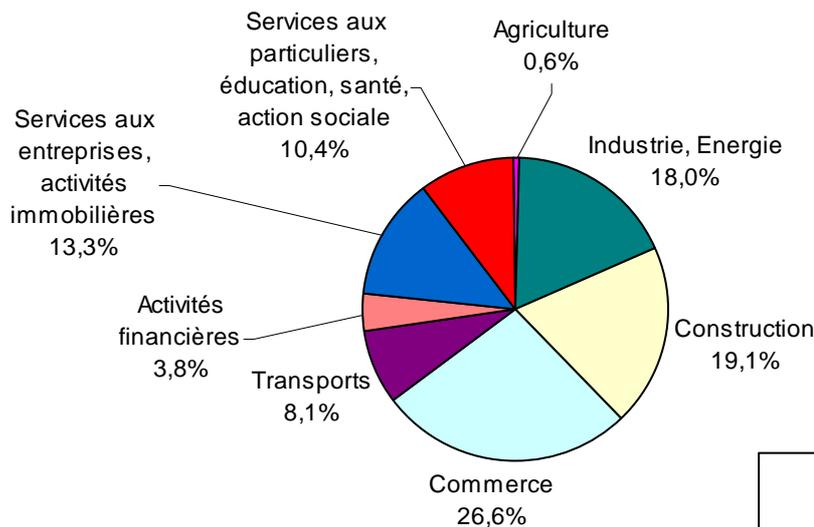


Total (hors BUF) :
92,5 millions
d'euros

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

Les secteurs qui réalisent le plus de bénéfices ne sont pas forcément ceux qui versent le plus de salaires. Ainsi, le secteur des services aux entreprises et activités immobilières représente à lui seul plus du quart de l'EBE de l'ensemble du panel. Pourtant, en termes de montant de charges salariales, il n'est que le quatrième employeur parmi les huit secteurs. Les activités financières et, dans une moindre mesure, l'industrie et l'énergie, illustrent aussi ce cas de figure.

Charges salariales 2004: part de chaque secteur
Deux tiers des salaires versés par trois secteurs

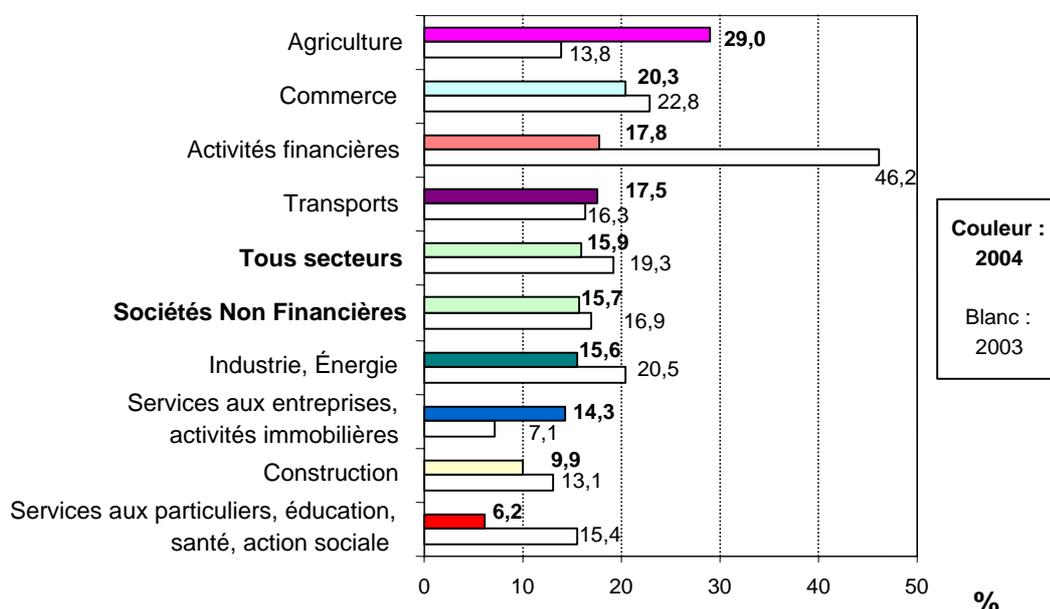


Total :
118,6 millions
d'euros

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

Taux d'investissement en 2003 et 2004

Diminution dans cinq secteurs



Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

Dans chaque entreprise, les montants investis chaque année sont par nature très fluctuants. Les entreprises lancent des grands projets d'investissement par à coup et adoptent dans ce domaine des stratégies de long terme peu visibles au travers de données annuelles. Dans des secteurs comprenant peu d'entreprises (l'agriculture et les activités financières), le taux d'investissement est très volatile. Dans la finance, il a connu un pic en 2003 en s'élevant à 46,2 %, et revient en 2004 à un niveau comparable aux années antérieures et aux taux nationaux.

Les grands indicateurs par secteur : montant et progression en 2004

Secteurs	Chiffre d'affaires		Valeur ajoutée		FBCF		EBE		Charges salariales	
	Montant	Croissance en %	Montant	Croissance en %	Montant	Croissance en %	Montant	Croissance en %	Montant	Croissance en %
Agriculture	3,9	+6,8	1,1	+16,0	0,3	+143,2	0,5	+23,8	0,8	+0,9
Industrie, Énergie	129,8	+9,6	40,8	+4,4	6,3	-20,6	20,2	+23,0	21,4	+8,8
Construction	100,7	+13,7	35,0	+19,3	3,5	-9,9	10,6	+41,4	22,7	+8,5
Commerce	320,9	+10,6	52,0	+15,7	10,6	+2,9	16,8	+21,5	31,5	+12,8
Transports	40,5	+15,4	14,6	+14,3	2,6	+22,9	4,9	+45,4	9,6	+5,1
Activités financières	20,2	+9,7	16,9	+10,4	3,0	-57,5	12,1	+14,6	4,5	+1,6
Services aux entreprises, activités immobilières	86,9	-0,9	41,3	+2,6	5,9	+108,1	25,3	+4,4	15,8	+2,6
Services aux particuliers, santé, éducation, action sociale	25,3	+15,5	14,6	+15,4	0,9	-53,9	2,1	+2,8	12,3	+17,7
BUF (cf définitions)			-8,1	+9,0			-8,1	+9,0		
Total	728,1	+9,7	208,1	+10,8	33,1	-8,6	84,4	+19,0	118,6	+9,1

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

Unité : millions d'euros

Résultats détaillés par secteur

I - AGRICULTURE

La plus forte croissance de VA depuis quatre ans

En 2004, les entreprises agricoles mahoraises présentes dans le panel réalisent un chiffre d'affaires (CA) de 3,9 millions, en progression de

Doublement des sommes investies		
Indicateurs d'activité*	2003	2004
Chiffre d'affaires	3 614	3 859
Valeur ajoutée	940	1 090
Excédent brut d'exploitation	376	466
FBCF	130	316
Charges salariales	744	750
Nombre entreprises	8	8

*Prix courants en milliers d'€

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

6,8 % par rapport à 2003. Ce montant correspond à moins de 1 % du CA total du panel des plus grandes entreprises mahoraises. Cette part modeste est due au nombre très limité d'exploitations agricoles de grande envergure. En effet, l'agriculture et la pêche relèvent la plupart du temps d'activités familiales vivrières.

VA et EBE progressent à nouveau		
Croissance en %	Panel 2003	Panel 2004
Chiffre d'affaires	+0,7	+6,8
Valeur ajoutée	-5,6	+16,0
Excédent brut d'exploitation	-11,5	+23,9
Charges salariales	+0,1	+0,8
VA moyenne par entreprise	-5,6	+16,0

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

En 2004, les grandes entreprises du secteur présentes dans le panel sont au nombre de huit. Elles ont enregistré une nette hausse de leur valeur ajoutée (VA), avec un taux de croissance de 16 %. Cette progression est supérieure de plus de cinq points à celle de l'ensemble du panel. Ce résultat est d'autant plus remarquable que le taux de croissance en 2003 était négatif :

- 5,6 %. Depuis 2001, c'est le taux le plus élevé pour ce secteur.

Cette progression de la VA se répercute essentiellement dans l'excédent brut d'exploitation (EBE) qui progresse de 23,9 %

entre 2003 et 2004. Les charges salariales augmentent modestement en comparaison : + 0,8 %. Entre 2002 et 2003, celles-ci étaient restées quasiment stables (+ 0,1 %).

Le ratio charges salariales / VA diminue de plus de neuf points entre 2003 et 2004 et atteint près de 69 %. Pourtant, il reste élevé par rapport à celui de l'ensemble du panel : 57 %. Pour l'ensemble des sociétés non financières (SNF), ce ratio s'élève à 59,6 %.

Le taux de marge, rapport de l'EBE à la VA, s'élève à 42,8 %. Ce taux est supérieur de plus de

Charges salariales / VA : 10 points de moins		
Ratios en %	2003	2004
Taux d'investissement	13,8	29,0
Taux de marge	40,0	42,8
Charges salariales / VA	79,1	68,8

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

deux points à l'ensemble des secteurs (40,6%). Cependant, ce résultat est en partie dû aux subventions d'exploitation versées. En effet, elles font partie de l'EBE mais ne sont pas prises en compte dans le calcul de la VA.

L'agriculture fait partie des deux secteurs qui ont réalisé les plus gros efforts d'investissement en 2004 : la formation brute de capital fixe (FBCF) a plus que doublé en une année. Ainsi, le taux d'investissement dans l'agriculture devient le plus élevé parmi les huit secteurs : 29 %. En 2003, ce taux atteignait 13,8 %, soit trois points de moins que le taux de l'ensemble des sociétés non financières (SNF).

L'essentiel des sommes investies en 2004 ont été utilisées pour des installations techniques ou des achats de matériels et d'outillage. Ces sommes représentent moins de 1 % des montants totaux investis par l'ensemble des entreprises du panel.

Les cinq plus grandes entreprises

classées par ordre alphabétique

Raison sociale	Activité principale exercée
MAYOTTE AQUACULTURE	Pisciculture, aquaculture
SEV SARL	Réalisation et entretien de plantations ornementales
Sté CIVILE AGRICOLE MAHORAISE	Élevage de volailles
SUPER 2000	Maraîchage
TAMA AGRICOLE MAHORAIS	Culture et élevage associés

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

II - INDUSTRIE ET ÉNERGIE

Valeur ajoutée de nouveau en hausse

En 2004, parmi les huit secteurs du panel, l'industrie et énergie reste le deuxième secteur en termes de chiffre d'affaires (CA). Ses 61 entreprises réalisent près de 130 millions de CA, soit 17,8 % du montant enregistré par le panel dans son ensemble. Cette part est restée stable entre 2003 et

CA : 11 millions de plus		
Indicateurs d'activité*	2003	2004
Chiffre d'affaires	118 446	129 763
Valeur ajoutée	39 056	40 794
Excédent brut d'exploitation	16 408	20 186
FBCF	7 994	6 346
Charges salariales	19 675	21 399
Nombre d'entreprises	62	61

*Prix courants en milliers d'€

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

2004. En effet, le CA de l'industrie et énergie a progressé quasiment au même rythme que celui de l'ensemble des secteurs. Son taux de croissance s'élève à 9,6 %, soit 0,1 point en dessous du taux du panel entier.

Tous les indicateurs progressent à nouveau		
Croissance en %	Panel 2003	Panel 2004
Chiffre d'affaires	-0,1	+9,6
Valeur ajoutée	-1,1	+4,5
Excédent brut d'exploitation	-3,6	+23,0
Charges salariales	+12,0	+8,8
VA moyenne par entreprise	-1,1	+6,2

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

En revanche, le taux de croissance de la valeur ajoutée (VA) est nettement inférieur à celui de l'ensemble (respectivement + 4,5 % et + 10,8 %). Pourtant, la VA du secteur renoue avec une croissance positive, après une année 2003 où elle avait diminué de 1,1 %. Cette année-là, l'industrie et énergie était le seul secteur avec une VA en recul.

Les croissances négative en 2003 et modérée en 2004 sont notamment dues à l'encadrement du prix de l'électricité maintenu en dessous du coût de production grâce à des subventions. Celles-ci ne sont pas prises en compte dans la VA, qui est de ce fait largement sous-estimée. La contribution du secteur à la croissance

en 2004 reste par conséquent modeste : sur les 10,8 points de croissance globale, 0,9 lui sont imputable.

En revanche, les subventions font partie de l'excédent brut d'exploitation (EBE). Celui-ci progresse à nouveau en 2004 avec un taux de croissance de 23 %. Le taux de marge, part de l'EBE dans la VA du secteur, progresse de manière spectaculaire (+ 7,5 points) grâce à l'augmentation de la part des subventions. Le taux de marge s'établit à 49,5 % en 2004. Ce taux pour l'ensemble des secteurs s'élève à 40,6 %.

taux de marge : hausse de sept points et demi		
Ratios en %	2003	2004
Taux d'investissement	20,5	15,6
Taux de marge	42,0	49,5
Charges salariales / VA	50,4	52,5

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

La part des charges salariales dans la VA progresse simultanément ; elle passe de 50,4 % en 2003 à 52,5 % en 2004. Cependant, elle reste en deçà de celle de l'ensemble des secteurs (57 %). Elle est inférieure de plus de sept points à celle des sociétés non financières (SNF) : 59,6 %.

En 2004, les investissements réalisés dans le secteur de l'industrie et de l'énergie s'élèvent à 6,3 millions d'euros. Ils sont en baisse de 20 % par rapport à l'année précédente. Malgré tout, le secteur demeure le deuxième investisseur de l'île avec 22 % de l'investissement total du panel. Son taux d'investissement s'élève à 15,6 %, légèrement inférieur au taux de l'ensemble des SNF (15,7 %).

L'industrie et énergie fait partie des secteurs les plus concentrés. À elles seules, les cinq plus grandes entreprises réalisent 59 % du CA du secteur.

Les cinq plus grandes entreprises	
classées par ordre alphabétique	
Raison sociale	Activité principale exercée
EDM	Production d'électricité
ETPC	Extraction de pierres ornementales et de construction
LAFARGE CIMENTS	Fabrication de ciment
SOGEA	Captage, traitement et distribution d'eau
UTV	Préparation industrielle de produits à base de viandes

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

III - CONSTRUCTION

Une année à marquer d'une pierre blanche

Entre 2003 et 2004, le chiffre d'affaires (CA) des grandes entreprises mahoraises de construction a progressé de 13,7 %. En 2004, il dépasse 100 millions d'euros, soit près de 14 % du CA

Forte progression de la VA		
Indicateurs d'activité*	2003	2004
Chiffre d'affaires	88 560	100 691
Valeur ajoutée	29 288	34 952
Excédent brut d'exploitation	7 512	10 624
FBCF	3 849	3 467
Charges salariales	20 919	22 704
Nombre d'entreprises	92	92

*Prix courants en milliers d'€

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

total du panel. Cette année-là, 10 % des entreprises, les plus importantes, réalisent plus des trois-quarts du CA d'un secteur où la concentration, déjà forte, s'est accentuée en un an. Le taux de concentration du secteur de la construction ainsi mesuré est supérieur de dix points à celui relevé sur l'ensemble du panel (66 %).

En 2004, parmi les huit grands secteurs, la construction enregistre le taux de croissance de la

EBE : croissance record		
Croissance en %	Panel 2003	Panel 2004
Chiffre d'affaires	+9,9	+13,7
Valeur ajoutée	+9,8	+19,3
Excédent brut d'exploitation	+11,3	+41,4
Charges salariales	+9,8	+8,5
VA moyenne par entreprise	+5,8	+19,3

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

valeur ajoutée (VA) le plus élevé : +19,3 % (+10,8 % pour l'ensemble du panel). Avec ses 35 millions d'euros le secteur représente 16,2 % de la VA totale et se place au quatrième rang. En 2004, ce secteur apporte la deuxième plus

importante contribution à la croissance : trois points sur 10,8 points.

La forte progression de la VA se répercute essentiellement dans l'excédent brut d'exploitation (EBE). Celui-ci progresse de manière spectaculaire : +41,4 % en un an (+19 % pour l'ensemble des secteurs). Par conséquent, le taux de marge dans la construction augmente de près de cinq points et atteint 30,4 %.

Salaires : part dans la VA en net recul		
Ratios en %	2003	2004
Taux d'investissement	13,1	9,9
Taux de marge	25,6	30,4
Charges salariales / VA	71,4	65,0

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

En revanche, en termes de progression des charges salariales, le secteur se démarque nettement moins des résultats du panel : le taux de croissance des salaires s'établit à 8,5 %, soit 0,6 point en dessous du taux de l'ensemble des secteurs.

Cette croissance moindre que celle de la VA a pour conséquence une baisse de près de six points et demi du ratio charges salariales/VA. En 2004, il s'élève à 65 %. Il reste cependant supérieur à celui de l'ensemble du panel (+57 %) et à celui des sociétés non financières (SNF, +59,6 %).

Par ailleurs, la construction reste le deuxième employeur du panel (le premier étant le commerce). Sa masse salariale représente 19,1 % de celle de l'ensemble du panel.

L'investissement est le seul indicateur en recul pour l'ensemble du panel en 2004. La construction ne fait pas exception : la formation brute de capital fixe (FBCF) recule de près de 10 % en un an. Le taux d'investissement passe même en dessous de 10 %. La construction fait partie des deux uniques secteurs dans ce cas, le second étant les services aux particuliers, éducation, santé et action sociale.

Les cinq plus grandes entreprises

classées par ordre alphabétique

Raison sociale	Activité principale exercée
COLAS	Construction d'ouvrages d'art
SOCIETE DE CONSTRUCTION MAHORAISE	Travaux de maçonnerie générale
SMEC	Construction de bâtiments divers
SMTPC	Construction de bâtiments divers
TETRAMA	Terrassements, démolition

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

IV - COMMERCE

Près d'un quart de la valeur ajoutée totale

En 2004, le secteur du commerce dégage une valeur ajoutée (VA) de 52 millions d'euros. Ce montant représente 24 % de la VA totale du panel. Cette part s'est accrue entre 2003 et 2004, le taux de croissance

Trente millions de CA en plus		
Indicateurs d'activité*	2003	2004
Chiffre d'affaires	290 045	320 931
Valeur ajoutée	44 983	52 036
Excédent brut d'exploitation	13 803	16 777
FBCF	10 270	10 568
Charges salariales	27 948	31 513
Nombre d'entreprises	176	177

*Prix courants en milliers d'€

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

de la VA du commerce (+ 15,7 %) étant supérieur à celui de l'ensemble des huit secteurs (+ 10,8 %). Le commerce demeure le plus gros contributeur à la croissance : sur 10,8 points de croissance, 3,8 lui sont imputables.

En 2004, 177 entreprises de commerce sont présentes dans le panel. Cela représente plus du tiers des entreprises. Leur chiffre d'affaires (CA) atteint près de 321 millions d'euros, soit 44 % du CA du

Progression de la VA légèrement moins rapide		
Croissance en %	Panel 2003	Panel 2004
Chiffre d'affaires	+8,7	+10,6
Valeur ajoutée	+16,1	+15,7
Excédent brut d'exploitation	+19,9	+21,5
Charges salariales	+15,1	+12,8
VA moyenne par entreprise	+15,4	+15,0

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

panel. Les cinq plus grandes entreprises du secteur réalisent 37 % du CA du secteur. Par ailleurs, ces cinq sociétés font toutes partie du palmarès des vingt plus grandes entreprises de Mayotte en termes de CA. Trois d'entre elles figurent également dans le classement des vingt plus importantes en termes de VA.

En 2004, dans le commerce, les taux de croissance de l'excédent brut d'exploitation (EBE) et des charges salariales sont plus élevés que ceux du panel pris dans son ensemble. L'EBE augmente de 21,5 %, soit deux points et

demi de plus que la progression enregistrée par l'ensemble des huit secteurs. Les charges salariales augmentent de 12,8 % ; ce taux atteint 9,1 % pour le panel global.

Cependant, cette progression est moins rapide que celle de la VA du secteur ; le ratio charges salariales/VA diminue d'un point et demi en un an. Il s'établit à 60,6 % en 2004, un point en dessous de celui du panel.

À l'inverse, le taux de marge progresse d'un point et demi entre 2003 et 2004 et atteint 32,2 %. Il reste cependant nettement inférieur à celui du panel (40,6 %) et à celui des sociétés non financières (SNF, 37,8 %).

Le taux d'investissement reste élevé		
Ratios en %	2003	2004
Taux d'investissement	22,8	20,3
Taux de marge	30,7	32,2
Charges salariales / VA	62,1	60,6

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

Le commerce demeure le plus gros investisseur de l'île : 32 % de la formation brute de capital fixe (FBCF) du panel sont le fait d'entreprises du secteur. En 2004, les montants investis par les entreprises commerciales s'élèvent à 10,6 millions d'euros, en progression de près de 3 % par rapport à 2003. Pourtant, pour l'ensemble des secteurs, la tendance en 2004 est plutôt à la baisse : la FBCF est en recul de 8,6 %.

Néanmoins, l'investissement progresse moins vite que la VA. Le taux d'investissement (FBCF/VA : 20,3 %) diminue de deux points et demi entre 2003 et 2004. Il reste supérieur de plus de quatre points et demi à celui de l'ensemble des secteurs (15,9 %).

En 2004, 129 entreprises du commerce, soit 73 % des effectifs du secteur, ont réalisé des investissements. Pour l'ensemble du panel, la proportion d'entreprises ayant investi en 2004 est similaire : 72 %.

Les cinq plus grandes entreprises	
classées par ordre alphabétique	
Raison sociale	Activité principale exercée
BOURBON DISTRIBUTION	Hypermarchés
CANANGA	Commerce de détail en quincaillerie
SNIE DISTRIBUTION	Commerce de gros de sucre, chocolat, confiserie
SODIFRAM	Supermarchés
SOMACO	Commerce de détail alimentaires spécialisés divers

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

V - TRANSPORTS

Retour à une activité soutenue

En 2004, les grandes entreprises mahoraises de transports enregistrent l'un des plus forts taux de croissance de la valeur ajoutée (VA) du panel : + 14,3 %. De même, en matière de chiffre d'affaires (CA), le taux de croissance du secteur figure parmi les

Activité soutenue en 2004		
Indicateurs d'activité*	2003	2004
Chiffre d'affaires	35 104	40 527
Valeur ajoutée	12 785	14 618
Excédent brut d'exploitation	3 358	4 883
FBCF	2 081	2 557
Charges salariales	9 136	9 600
Nombre d'entreprises	34	34

*Prix courants en milliers d'€

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

plus élevés : + 15,4 %. Pour l'ensemble des secteurs, cette croissance s'élève à 9,7 %.

L'année 2004 succède à une année 2003 morose où la VA n'avait augmenté que de 0,6 % et le CA de 4,5 %. Ces résultats étaient en grande partie imputables à un petit nombre d'entreprises, exceptionnellement en

Progression spectaculaire de l'EBE		
Croissance en %	Panel 2003	Panel 2004
Chiffre d'affaires	+4,5	+15,4
Valeur ajoutée	+0,6	+14,3
Excédent brut d'exploitation	-23,3	+45,4
Charges salariales	+10,2	+5,1
VA moyenne par entreprise	-6,3	+14,3

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

difficulté durant cette année. Mais entre 2003 et 2004, aucune d'entre elles n'a cessé ses activités, et le nombre d'entreprises en déficit a diminué de 40 %.

En 2004, le panel contient 34 entreprises de transports. Elles représentent 5,6 % du CA de l'ensemble des secteurs et 6,8 % de la VA. En un an, ces parts ont légèrement augmenté (0,3 point chacune).

En revanche, la progression du secteur en termes de part dans l'investissement est plus nette : elle a augmenté de près de deux points et s'élève à 7,7 % de l'ensemble des investissements des entreprises du panel. En effet, alors que les montants totaux investis reculent de 8,6 % pour les entreprises dans leur ensemble, la formation brute de capital fixe (FBCF) progresse de 22,9 % dans

les transports. Le taux d'investissement augmente de 1,2 point et s'établit à 17,5 %, soit 1,6 point de plus que le taux du panel.

En 2004, les transports se démarquent par la plus forte progression de l'excédent brut d'exploitation (EBE) : + 45,4 %. Ce taux est spectaculairement élevé alors même que l'EBE avait fortement diminué entre 2002 et 2003 (- 23,3 %). En conséquence, le taux de marge du secteur grimpe de plus de sept points.

En revanche, les charges salariales augmentent deux fois moins vite qu'en 2003, à un taux de 5,1 %, soit quatre points en dessous du taux du panel. Le ratio charges salariales/VA baisse de 5,8 points et s'élève à 65,7 %. Il reste néanmoins parmi les plus élevés des huit secteurs. Pour l'ensemble du panel, la part des charges salariales dans la VA atteint 57 %.

Taux d'investissement en hausse		
Ratios en %	2003	2004
Taux d'investissement	16,3	17,5
Taux de marge	26,3	33,4
Charges salariales / VA	71,5	65,7

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

Les cinq plus grandes entreprises de transport réalisent 57,5 % du CA du secteur. Cette part est élevée en raison du faible nombre d'entreprises ; le secteur des transports est en l'occurrence l'un des moins concentrés : 10 % des entreprises les plus importantes réalisent seulement 49 % du CA du secteur (66 % pour l'ensemble du panel). Dans le secteur, en 2003, elle était de 51 %. Les transports se démarquent de tous les autres secteurs comme étant le seul où la concentration s'est atténuée entre 2003 et 2004.

Le secteur est aussi celui qui peut vivre le plus longtemps sur ces stocks : six mois et demi. L'ensemble des secteurs (hormis la finance, sans stocks) ont en moyenne une autonomie de trois mois et demi.

Les cinq plus grandes entreprises

classées par ordre alphabétique

Raison sociale	Activité principale exercée
CMTS	Transport urbain de voyageurs (ramassage scolaire)
MAORE VOYAGES	Agences de voyage
MAYOTTE AIR SERVICES	Services aéroportuaires
MTV	Agences de voyage
SARL SMART	Organisation de transports internationaux

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

VI - ACTIVITÉS FINANCIÈRES

Des résultats moins spectaculaires

En 2004, le secteur des activités financières revient à une croissance proche de celle connue par l'ensemble des secteurs. Le chiffre d'affaires (CA) des entreprises du secteur faisant partie du panel, au nombre de treize, croît de 9,7 % en un an ; ce taux est identique à celui de l'ensemble du panel. En termes de valeur ajoutée

Chute de l'investissement		
Indicateurs d'activité*	2003	2004
Chiffre d'affaires	18 388	20 165
Valeur ajoutée	15 274	16 860
Excédent brut d'exploitation	10 597	12 142
FBCF	7 059	2 997
Charges salariales	4 431	4 500
Nombre d'entreprises	13	13

*Prix courants en milliers d'€

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

(VA), le secteur enregistre une croissance de 10,4 %, inférieure de 0,4 point à celle des huit secteurs confondus.

Ces résultats se démarquent de ceux enregistrés par les sociétés financières mahoraises durant les années antérieures. En 2003, le secteur enregistrait les taux de

Une croissance moins exceptionnelle		
Croissance en %	Panel 2003	Panel 2004
Chiffre d'affaires	+25,2	+9,7
Valeur ajoutée	+31,6	+10,4
Excédent brut d'exploitation	+39,8	+14,6
Charges salariales	+15,2	+1,6
VA moyenne par entreprise	+42,6	+10,4

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

croissance les plus élevés du panel, en matière de CA (+ 25,2 %) tout comme en matière de VA (+ 31,6 %). En 2002, ces taux de croissance avoisinaient les 15 %. En 2004, les activités financières réalisent un CA de 20,2 millions d'euros, soit 2,8 % du CA total du panel. Dans ce domaine, le secteur est le deuxième plus petit, après l'agriculture. En revanche, le secteur dégage en proportion plus de VA : la part du secteur dans la VA totale s'élève à 7,8 %.

De même, en matière des charges salariales, le secteur des activités financières représente une part modeste de l'ensemble du panel : 3,8 %. Cette part a diminué par rapport à 2003 (4,1 %), puisque les charges salariales ont faiblement progressé en comparaison à celles de l'ensemble du panel. Entre 2003 et 2004, leur taux de

croissance s'établit à 1,6 % (+ 9,1 % pour les huit secteurs).

La part du secteur dans les profits dégagés par les entreprises du panel est plus importante : l'excédent brut d'exploitation (EBE) des sociétés financières représente plus de 13 % du total. Entre 2003 et 2004, il progresse de 14,6 % dans le secteur et de 19 % dans les huit secteurs réunis.

Le taux de marge du secteur reste le plus élevé parmi les huit secteurs : 72 %, en progression de 2,6 points par rapport à 2003. Ce taux est de dix points supérieur à celui du deuxième secteur en la matière (les services aux entreprises et activités immobilières) et de trente quatre points supérieur à celui des sociétés non financières (SNF), 37,8 %. Symétriquement, le ratio

Un taux de marge toujours très élevé		
Ratios en %	2003	2004
Taux d'investissement	46,2	17,8
Taux de marge	69,4	72,0
Charges salariales / VA	29,0	26,7

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

charges salariales/VA des activités financières est le plus faible du panel : 26,7 %, en diminution de 2,3 points.

L'investissement des sociétés financières chute entre 2003 et 2004. La formation brute de capital fixe (FBCF) diminue de 57,5 % en un an. Cela représente quatre millions d'euros d'investissements en moins pour ce secteur. L'ensemble du panel enregistre une baisse de 8,6 % dans ce domaine.

Cette forte baisse fait suite à une année 2003 exceptionnelle : la FBCF avait augmenté de 83,7 % en un an, quelques entreprises ayant renouvelé la même année leurs installations et leur matériel informatique. Le taux d'investissement avait alors atteint 46,2 %. En 2004, le taux d'investissement des sociétés financières (17,8 %) revient à un niveau comparable à celui des autres secteurs : le taux des SNF atteint 15,7 %.

Les cinq plus grandes entreprises

classées par ordre alphabétique

Raison sociale	Activité principale exercée
PRUDENCE CREOLE	Assurance dommages
AGF IART	Assurance-vie et capitalisation
BFC	Banques
SLIBAIL REUNION	Crédit-bail
SOREFI	Distribution de crédit

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

VII - SERVICES AUX ENTREPRISES ET ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

Trois millions d'euros d'investissement en plus

En 2004, le secteur des services aux entreprises et activités immobilières est le seul dont le chiffre d'affaires (CA) diminue (-0,9 %). Cette baisse est essentiellement imputable à la promotion immobilière.

CA en recul		
Indicateurs d'activité*	2003	2004
Chiffre d'affaires	87 647	86 893
Valeur ajoutée	40 260	41 318
Excédent brut d'exploitation	24 232	25 305
FBCF	2 844	5 918
Charges salariales	15 368	15 767
Nombre d'entreprises	86	85

*Prix courants en milliers d'€

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

En excluant cette branche particulière, le secteur enregistrerait une croissance de son CA d'environ 4 %. Cependant, ce taux reste nettement en dessous de ceux enregistrés dans tous les autres secteurs.

Les 85 entreprises du secteur présentes dans le panel en 2004 enregistrent un CA de 86,9 millions d'euros. Plus de 56 % de ce montant est réalisé par les cinq plus grandes entreprises.

Pourtant, les services aux entreprises et activités immobilières font partie des secteurs dont

Modeste progression de la VA		
Croissance en %	Panel 2003	Panel 2004
Chiffre d'affaires	+7,3	-0,9
Valeur ajoutée	+11,5	+2,6
Excédent brut d'exploitation	+8,3	+4,4
Charges salariales	+12,4	+2,6
VA moyenne par entreprise	+3,6	+3,8

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

l'indicateur de concentration est nettement inférieur à celui de l'ensemble du panel. En effet, 10 % des entreprises, les plus importantes, réalisent 51 % du CA du secteur (66 % pour le panel). Cependant, la concentration s'est fortement accentuée dans le secteur : en 2003, 10 % des entreprises réalisaient 46 % du CA.

La valeur ajoutée (VA) des services aux entreprises et activités immobilières progresse modestement : +2,6 %. Il s'agit du taux de

croissance le plus faible du panel. La contribution du secteur à la croissance en 2004 est donc faible : 0,6 point.

Pourtant, le secteur reste le deuxième parmi les huit en montants de VA dégagée : ses 41,3 millions d'euros de VA représentent 19,1 % de la VA totale. En 2003, le secteur enregistrait une progression de VA de 11,5 %, plus élevée que celle du panel (+9,6%).

Le taux d'investissement double		
Ratios en %	2003	2004
Taux d'investissement	7,1	14,3
Taux de marge	60,2	61,2
Charges salariales / VA	38,2	38,2

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

Le secteur se démarque par une forte progression des investissements en un an : la formation brute de capital fixe (FBCF) double et progresse de plus de trois millions d'euros par rapport à 2003.

Le taux d'investissement du secteur s'établit à 14,3 %, soit le double du taux de 2003. Pourtant, il reste en dessous du taux de l'ensemble des sociétés non financières (SNF) : 15,7 %.

Les charges salariales augmentent au même rythme que la VA du secteur (+2,6 %). Le ratio charges salariales/VA reste donc stable. Il s'élève à 38,2 %. Ce ratio est le plus bas parmi les SNF. Il s'établit à 59,6 % pour les sept secteurs non financiers réunis.

Inversement, le taux de marge du secteur est le plus élevé des SNF : 61,2 %. Entre 2003 et 2004, il augmente d'un point. En effet, l'excédent brut d'exploitation (EBE) du secteur progresse plus rapidement que la VA : +4,4 %. Ce taux est néanmoins faible par rapport à celui de l'ensemble du panel : 19 %. En 2004, les services aux entreprises et activités immobilières dégagent 25,3 millions d'euros d'excédent, soit 27,4 % de l'EBE total du panel.

Les cinq plus grandes entreprises

classées par ordre alphabétique

Raison sociale	Activité principale exercée
FRANCE TELECOM	Télécommunications
KAWENI PROMOTION	Promotion immobilière de logements
SIM	Agence immobilière
SFR (SRR MAYOTTE TELECOM MOBILE)	Télécommunications
TELEDIFFUSION DE FRANCE	Transmission d'émissions de radio et de télévision

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

VIII - SERVICES AUX PARTICULIERS, ÉDUCATION, SANTÉ ET ACTION SOCIALE

La plus forte progression de chiffre d'affaires

En 2004, le secteur des services aux particuliers, éducation, santé et action sociale enregistre le taux de croissance de chiffre d'affaires (CA) le plus élevé du panel : + 15,5 %. Il s'établit à près de cinq points

VA : 2 millions d'€ de plus		
Indicateurs d'activité*	2003	2004
Chiffre d'affaires	21 906	25 312
Valeur ajoutée	12 615	14 554
Excédent brut d'exploitation	2 064	2 122
FBCF	1 946	897
Charges salariales	10 490	12 344
Nombre d'entreprises	44	48

*Prix courants en millions d'€

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

au dessus du taux moyen des huit secteurs : 10,8 %. En 2003, dans le secteur, ce taux atteignait 10,3 %. Il était déjà légèrement supérieur à celui du panel, 9,7 %. Le secteur reste pourtant parmi les trois plus petits des huit. Ses entreprises réalisent un CA de 25,3 millions d'euros, soit 3,5 % du CA total des huit secteurs.

CA : 5 points de croissance en un an		
Croissance en %	Panel 2003	Panel 2004
Chiffre d'affaires	+10,3	+15,5
Valeur ajoutée	+12,1	+15,4
Excédent brut d'exploitation	+22,1	+2,8
Charges salariales	+11,0	+17,7
VA moyenne par entreprise	+12,1	+5,8

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

En 2004, le secteur dégage deux millions d'euros de valeur ajoutée (VA) de plus qu'en 2003. Cela représente une progression de 15,4 %. Entre 2002 et 2003, cette augmentation était inférieure de plus de trois points : + 12,1 % ; mais comme cette année, elle était supérieure à celle du panel dans son ensemble : + 9,6 %.

Sur 10,8 points de croissance enregistrés par le panel en 2004, le secteur contribue à hauteur d'un point. L'investissement est le seul indicateur en recul dans le secteur. Les montants investis en 2004, mesurés par la formation brute de capital fixe (FBCF), diminuent d'un million d'euros. Cette baisse de plus de 50 %

de la valeur des investissements réalisés entraîne une chute du taux d'investissement. Celui-ci s'établit à 6,2 %, le plus bas du panel. Pour l'ensemble des Sociétés Non Financières (SNF), les sommes consacrées à l'investissement représentent en moyenne 15,7 % de la VA. En 2003, le taux d'investissement du secteur (15,4 %) était déjà légèrement inférieur à celui des SNF : 16,9 %.

En 2004, en matière de partage de la VA, les services aux particuliers, éducation, santé et action sociale se démarquent clairement des sept autres secteurs, étant le seul secteur où les charges salariales augmentent

L'investissement chute		
Ratios en %	2003	2004
Taux d'investissement	15,4	6,2
Taux de marge	16,4	14,6
Charges salariales / VA	83,2	84,8

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

plus que l'excédent brut d'exploitation (EBE). Il enregistre le taux de croissance des charges salariales le plus élevé du panel (+ 17,7 %), et le taux de croissance de l'EBE le plus faible (+ 2,8 %). L'inverse avait été observé en 2003.

En 2004, le secteur assume 10,4 % des charges salariales totales du panel, et dégage seulement 2,3 % de l'EBE total.

Dans les services aux particuliers, éducation, santé et action sociale, la part des plus grandes entreprises dans le CA du secteur est relativement faible : 10 % des entreprises les plus importantes réalisent 48,8 % du CA. À ce titre, c'est le secteur le moins concentré du panel. Pourtant, le secteur suit la tendance à une plus forte concentration. En 2003, ce taux était inférieur d'un point. Pour les huit secteurs réunis, cet indicateur s'élève à 66,4 % en 2004 et 65,8 % en 2003.

Les cinq plus grandes entreprises

classées par ordre alphabétique

Raison sociale	Activité principale exercée
Cie DES ILES (jardin maoré)	Hôtels touristiques avec restaurant
LE NID DES OISEAUX	Hôtels touristiques avec restaurant
OIDF SAS	Formation des adultes et formation professionnelle
RFO	Production de programmes de télévision
SHC CARIBOU	Hôtels touristiques avec restaurant

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

	KARIBOU MAORE*				
		Accueil	Présentation de l'île	Quelques chiffres	Les Recensements
	L'indice des prix	Les publications	L'antenne Insee	Les liens	

Bienvenue sur ce site

Depuis sa création en septembre 1997, l'antenne de l'INSEE à Mayotte poursuit le but de développer la connaissance de l'environnement socio-économique de l'île de Mayotte au travers de statistiques fiables et récentes.

Grâce à ce site, nous mettons à votre disposition une grande partie de nos études et publications. Vous pouvez découvrir un nombre important de tableaux sur les résultats des derniers recensements de population et **notamment sur le dernier de 2002**. Des données de cadrage sont aussi présentes. Chaque mois nous diffusons les évolutions de l'indice des prix à la consommation.

Nous essayons d'enrichir régulièrement ce site avec nos différentes productions.

Bonne visite à tous.

- Nouveau :** [Les grandes entreprises mahoraises en 2004 \(juin 2006\)](#)
- Nouveau :** [Mayotte Résultats n°4 : enquête flux touristes en 2005 \(mai 2006\)](#)
- Nouveau :** [Qui sont les touristes en 2005 ? \(mars 2006\)](#)
- [Fécondité et mortalité à Mayotte en 2004 \(janvier 2006\)](#)
- [Niveau du PIB à Mayotte en 2001 \(octobre 2005\)](#)
- [Emplois et salaires à Mayotte en 2003 \(septembre 2005\)](#)
- [Le déséquilibre des échanges extérieurs de Mayotte entre 1995 et 2003 \(janvier 2005\)](#)
- [Le dossier Mayotte 2002 : Population et conditions de vie](#)
- [Tableau Économique de Mayotte 2003-2004 : consulter le sommaire](#)

Pour accéder à notre site :
www.insee.fr/mayotte

* *Bienvenue à Mayotte*

[Info éditeur / Aide](#)
© Insee

[Accueil du site / Portail Insee / Carte du site](#)

[Haut de page](#)

Recettes, bénéfices, investissements, tous les indicateurs d'activité des grandes entreprises mahoraises sont étudiés dans cette publication. Pour chaque secteur d'activité, les résultats sont détaillés et commentés.

En 2004, sept secteurs sur huit ont réalisé plus de recettes qu'en 2003. La valeur ajoutée progresse dans tous les secteurs. La plus forte hausse revient à la construction.

Salaires et profits croissent inégalement selon les secteurs. Les transports détiennent le record de la plus forte hausse des profits, les services aux particuliers celui de la plus forte hausse de la masse salariale.

Seul l'investissement est en recul : en 2004, les entreprises investissent moins que l'année précédente. Ce repli est particulièrement marqué dans les activités financières.